

SOUVENIRS 4 EME CAHIER : 1900-1905

LE MANS (AVANT PARLEMENT)

Vie Politique

Depuis 1892, date de mon entrée au conseil général de la Sarthe jusqu'en 1898, je n'aperçois rien de saillant à noter. Ma vie fut calme. Toutefois, je bataillais dans les journaux manceaux de temps à autre.

Mes débuts dans le vrai journalisme sont à souligner. *La Dépêche de Tours* voulut étendre son rayon dans le département de la Sarthe et elle me choisit comme correspondant. Le rédacteur en chef était un spirituel juif nommé Robenne d'Azcona qui écrivait fort bien l'éditorial. Petit à petit, je pris pied dans ce journal et je finis par occuper de temps à autre avec quelque succès la première colonne. J'ai réuni mes principaux articles dans une petite brochure intitulée *Opinions d'un positiviste* et qu'édita l'imprimeur de *La Dépêche*.

Un peu plus tard, je fus mis en relation avec Maurice Schwob, de Nantes, l'un des grands journalistes de notre époque. Frère de Marcel Schwob, qui a laissé un nom dans le roman, fils d'une mère dont l'intelligence était de premier plan, Maurice Schwob a fait du *Phare de la Loire* un des journaux cotés en Province. Il avait eu, un instant, l'idée d'imprimer une édition pour la Sarthe et il me demanda mon concours. C'est lui qui me paya la première fois un article. J'en fus très fier. La maman Schwob, qui était aveugle, se faisait lire les principaux manuscrits. Elle approuva les miens et ce fut elle qui me dit un jour : « *Vous êtes né journaliste !* ». Ce qui, dans sa bouche, n'était pas un mince compliment. Elle a réveillé ma vocation.

Si je ne m'étais pas autant dispersé, je crois que je serais parvenu à me faire une notoriété dans la grande presse. Mais j'ai trop entrepris, je ne me suis pas assez spécialisé.

Comme tous les hommes aux approches de la quarantaine, j'ai senti le besoin de préciser mes idées philosophiques et politiques et j'ai consacré une année à écrire avec soin sous ce titre *Transition* et sous une forme romanesque un résumé de mes opinions. Cet ouvrage a été goûté par une élite. Il demeurera peut être parmi les œuvres de troisième plan, comme un document à consulter pour les érudits qui voudront enquêter sur l'état d'esprit d'entre nos deux siècles. En réalité le XIX^e siècle ne s'est terminé qu'en 1914. Ce que nous réserve l'ouragan de la guerre, Dieu seul le sait, s'il s'occupe encore de notre monde !

Au moment où je couche ces lignes sur le papier, nous ne savons pas si nous sommes au début ou à la fin du cataclysme (octobre 1927).

Cavaignac

La politique locale de 1892 à 1898 s'est incarnée dans Godefroy Cavaignac qui ne fut pas le premier venu. Cavaignac ne pouvait être que républicain. Il était célèbre depuis le lycée. Il n'avait pas l'esprit militaire puisqu'il préféra, en sortant de Polytechnique, entrer

dans les ponts et chaussées. Mais il a toujours vécu dans les milieux militaires. Sa femme, fort intelligente, était la fille d'un général.

Cavaignac a toujours été nationaliste. Pourtant, il n'a jamais versé dans le boulangisme. Ce qui l'éloigna du général Boulanger, c'est d'abord le mépris qu'il avait pour Clemenceau, car Clemenceau fut le protagoniste du dictateur, bien qu'il ait lâché assez rapidement, le brav'général (chanson du temps). Ah ! Paulus, où es-tu ?

Ce fut ensuite parce que le général Mojon, beau-père de Cavaignac, n'appartenait pas à la coterie des généraux qui étaient disposés à suivre Boulanger. Cavaignac aurait bien accepté d'être dictateur, mais il n'en voulait pas d'un autre.

Au fond, le député de Saint-Calais était un modéré, un opportuniste. Pourtant, son attitude dans le boulangisme le classa à gauche et ce fut ainsi qu'il entra dans un ministère bourgeois. Une fois qu'il fut promu sous-secrétaire d'État à la guerre, il devint le maître du département. Leporché, Rubillard, Legludic ne lui obéissaient qu'en grinçant des dents, mais il demeurait tout de même président du conseil général et il avait le droit de considérer l'arrondissement de Saint-Calais comme un fief.

Je crois que j'ai déjà noté quelques caractéristiques de Cavaignac : foncièrement honnête, sobre, chaste, excellent chef de famille, entièrement sous la domination de sa femme. Mais cassant, autoritaire, doué d'un estomac exécrable donc grincheux. Il détestait la plaisanterie et les histoires grasses. Joseph Reinach le rangeait dans la catégorie de ces hommes qui n'ont aucun vice et ne peuvent être pris par aucun bout.

Le noble défaut de Cavaignac était une ambition sans limite. Son père avait été président de la République : il devait être président de la République. Et il y allait tout droit ! Sa pierre d'achoppement ne fut pas un petit caillou : ce fut l'affaire Dreyfus.

L'affaire Dreyfus

Vue par ma petite lorgnette de provinciale.

Au début, ce n'était rien et cela se transforma en une avalanche. L'armée n'avait pas évolué (je parle des hauts cadres). L'état-major était demeuré celui d'une armée de métier. Les chefs étaient encore respectés, mais la jeunesse française souffrait de la caserne. Le paysan n'aime ni le percepteur ni le sergent recruteur.

Or, à la France toujours menacée par l'Allemagne, il aurait fallu une armée incontestée. La plupart des officiers n'avaient pas compris leur rôle social. Mais, tout de même, les cadres étaient une élite. L'aristocratie et la bourgeoisie y envoyaient facilement leur fils. Au point de vue mariage, l'officier faisait prime sur le marché.

De 1871 à 1888, la France avait été gambettiste et revancharde. Oui, l'idée d'une revanche aurait été à la base de l'éducation des jeunes Français. Nos vieux instituteurs étaient essentiellement patriotes. Catholiques et Jacobins s'entendaient sous ce rapport.

Avec l'insuccès du boulangisme l'idée d'une revanche prit fin. La France accepta sa défaite sans arrière-pensée, mais elle avait encore confiance dans son armée. Elle la voulait forte. Clemenceau était au fond demeuré le seul défenseur de l'idée d'une France ramassée sur elle-même, prête à bondir. C'est ce sentiment qui l'avait rendu anticolonial. En permettant à notre pays d'orienter son effort d'outre-mer, le vieux Bismarck savait ce qu'il faisait. Il nous détournait de l'Allemagne et tournait contre nous l'Angleterre. L'alliance russe devait être le résultat de cette politique.

La paperasserie qui est issue de l'affaire Dreyfus est pyramidale. Les érudits s'y perdront un jour. Je l'ai vécue de près, puisque j'étais alors l'intime de Godefroy Cavaignac.

Cavaignac a toujours été de bonne foi ; il est mort, en 1905, convaincu encore de la culpabilité du capitaine Dreyfus. J'étais aussi l'ami intime de Labori le défenseur du capitaine. J'affirme que Labori n'avait aucune estime pour son client. L'avis des impartiaux a toujours été que, si Dreyfus a été innocent, son procès n'a jamais été clair. Ce qu'il y a de plus fort en faveur de Dreyfus, c'est le suicide de son principal accusateur, le colonel Henry. Ce jour-là seulement, je suis devenu dreyfusard et je me suis séparé de Cavaignac. Alors, naissait un doute qui profitait à l'accusé.

Cette détestable affaire a eu pour résultat de développer en France l'antimilitarisme. Sans elle, la guerre de 1914 n'aurait pas duré deux ans ! On a englobé tout l'état-major dans une même haine. On a dressé la nation contre les chefs de l'armée. Comme la majorité de ses chefs était catholiques, il y eut un redoublement d'anticléricalisme. Les bons officiers ont payé pour les mauvais. L'élite n'a plus considéré l'armée comme une carrière enviable. Il est probable que, sans cet affaiblissement de l'esprit militaire, nous aurions sinon évité, au moins raccourci la guerre de 1914.

En province, l'affaire Dreyfus, après avoir divisé les familles, renforça la haine des partis. Vers 1893, Spüller avait préconisé un esprit nouveau. Les catholiques, sous l'action d'un pape de génie, Léon XIII, avait accepté loyalement la République. On marchait vers l'entente. L'affaire Dreyfus cassa tout.

Les élections de 1898 se firent au milieu d'une grande agitation. Cavaignac était encore très puissant. Je suis demeuré longtemps avec lui parce qu'au fond j'ai toujours été nationaliste. J'aime mon pays, je l'ai dans la peau. Ce qu'on a appelé « mon erreur boulangiste » n'était que du clémencisme. A ce moment-là, moi aussi, j'ai appelé Jules Ferry, le Tonkinois ! Toute ma vie, depuis que j'ai vomé, en 1885, le socialisme, j'ai été un radical de droite. Disciple d'Auguste Comte, ma devise était : l'ordre d'abord.

Plus j'ai été pauvre, et plus cette idée m'a tenu. Je ne suis jamais versé dans la démagogie. Elle m'a toujours fait horreur.

Rubillard, maire du Mans, était député sortant. Il n'avait pas que des amis. J'étais l'animateur des comités républicains. On vint me trouver et on me proposa la candidature au Mans. C'était un industriel, Ernest Bollée, dont j'étais l'avocat qui était à la tête de mes

partisans. Au fond Bollée était dévoré par l'ambition. C'était un brave homme, un peu loufoque. Il fabriquait des béliers hydrauliques et gagnait beaucoup d'argent. Il appartenait à cette famille Bollée qui a illustré la ville du Mans. Il était l'oncle de Léon Bollée qui a été en France un précurseur pour l'automobilisme et l'aviation. Après mon refus, il crut devoir tenter sa chance, mais il avait eu pendant la guerre de 1870 une attitude assez étrange. A-t-il déserté ? Non. Mais il s'est fait porter malade à la veille d'une bataille dans des conditions suspectes. Ses anciens chefs du 33^e mobiles, le colonel de la Touanne en particulier, l'accusaient nettement d'avoir flanché. Bref ! C'était un mauvais candidat. Les élections eurent un côté comique par suite de l'arrivée au Mans d'un Irlandais naturalisé qui s'appelait Mac Adaras et qui avait combattu pour la France en 1870.

Ce singulier type qui semblait posséder une grosse fortune s'annonça à grand fracas, acheta un journal, y établit un rédacteur spadassin. Le parti gouvernemental avait alors comme organe *La République de la Sarthe* rédigée par un ancien professeur, bon garçon, mais un peu maboul qui se nommait Postel. Il s'était associé à l'imprimeur Lebrault, rue Auvray, et comme nous étions voisins, nous étions devenus amis.

C'est dans ce journal que Paul Blin fit ses débuts. *Le Bonhomme sarthois* fut fondé par Postel et Blin y commença ses spirituelles chroniques en patois manceau qui firent, pendant 10 ans, les délices des républicains sarthois, sous la signature de M^e Quéru. A la fin, Blin s'était fatigué et les Quéru sont devenus bien médiocres. Mais Paul Blin avait l'étoffe d'un maître journaliste. C'était un fin lettré et il eut été loin s'il n'eut pas été si paresseux. La politique nous a séparés sans supprimer notre estime réciproque.

La lutte entre Postel, qui défendait Bollée, et le journaliste de Mac Adaras fut épique. Il y eut duel sur l'hippodrome. Je chargeai les pistolets de manière à ce qu'il n'y ait pas trop de mal, car j'étais témoin de Postel. Je fus même un peu honteux parce que l'une des amorces rata. Mais l'honneur fut tout de même tenu pour satisfait.

Cela me rappelle une anecdote qui m'a été contée par Gérard-Richard. Au moment où il fut témoin dans le duel Jaurès-Déroulède, Marcel Habert, qui était un grand pourfendeur et qui était témoin de Déroulède, voulut exiger que Richard mit une charge sérieuse de poudre. Gérard leva le marteau de bourrage avec un geste si violent au-dessus de la tête d' Habert que ce dernier demeura coi. Gérard, qui s'était battu 17 fois en duel et qui n'avait peur de rien, ne voulait pas qu'on lui abîmât son surhomme. Il l'adorait à cause de son talent, mais il le méprisait parce qu'il le savait très froussard. Dans la vie privée, Jaurès était un grand enfant et il redoutait les coups. Je l'ai du reste bien connu et il m'arrivera certainement de parler encore de lui. J'ai dit ce que je pensais de sa valeur oratoire dans mon livre *La parole en public*, édition de 1906.

Au premier tour de l'élection de 1898, Rubillard fut en ballottage devant Bollée et Mac Adaras, ce dernier nettement battu.

Bollée me pria encore une fois d'aller au combat, mais je ne pouvais pas décemment me présenter contre l'un de mes chefs politiques. Les radicaux me promirent, pour me consoler, la mairie du Mans. Mais ni Drouin, ni son vilain acolyte René Groult ne tenaient à

me voir arriver. Au fond, Drouin voulait la mairie pour lui-même. Quand il vit que mes chances étaient sérieuses (le conseil municipal était renouvelable en 1900), il fit revenir au Mans Paul Ligneul qui avait transporté sans succès ses espoirs politiques à Saint-Nazaire.

Rubillard fut élu député du Mans au second tour.

Autant que mes souvenirs ne me trahissent pas, Paul Ligneul, pour reprendre pied dans le département, risqua la candidature contre Gaston Galpin dans la deuxième du Mans (circonscription rurale). Il fut battu.

Galpin le coriace

Ce Gaston Galpin qui a joué un rôle important dans notre département de la Sarthe était, dans le groupe bonapartiste, la contrefaçon exacte de Rubillard dans le Parti républicain. Seulement, au lieu de présenter le type d'un mogul dont la longueur serait rentrée dans la largeur, Galpin était un grand bel homme dont les 185 centimètres en imposaient aux paysans manceaux.

Il avait débuté sous le Second Empire comme conseiller de préfecture ; il était aisé, possédait un joli domaine à Assé-le-Buisne près de Fresnay. A la mort d'Haentjens, il devint rapidement le chef du parti bonapartiste alors tout-puissant dans notre région. Doudeauville (alias de Bisaccia) et lui se regardaient en chiens de faïence, car les bonapartistes détestaient les royalistes et se piquaient de libéralisme comme aussi d'un petit peu d'anticléricisme (Oh ! Si peu !). Il est même assez curieux de constater que Galpin était ancien élève de l'Université tandis que son successeur d'Aubigny, fils d'un fonctionnaire impérial, sera catholique élevé par les jésuites.

Dès le temps du seize mai, il y avait au Mans deux journaux conservateurs qui se disputaient la clientèle bourgeoise : *L'Union de la Sarthe*, transmuée plus tard en *Nouvelliste*, et *La Sarthe* ; la première monarchiste, la seconde napoléonienne. Entre ces deux coteries, la haine était au moins aussi vivace qu'entre républicains et réactionnaires.

La Sarthe ne tarda pas à étouffer sa concurrente. Bien administrée, elle vivait commercialement, alors que les journaux royalistes se soutenaient péniblement avec des subventions.

Même au temps du ralliement, sous le ministère Spüller, Gaston Galpin maintint courageusement son drapeau. Ne pouvant lutter efficacement contre les monarchistes dans l'arrondissement de Mamers, il transporta ses pénates électorales dans la deuxième circonscription du Mans et il y exerça son magistère jusqu'en 1921, c'est-à-dire jusqu'à sa mort. Il doit avoir été député depuis 1889, soit 38 ans.

Les buveurs de cidre sarthois sont en général plus faciles à conduire que les buveurs de vin. Le sud de la Sarthe est frondeur ; le nord est plutôt normand et par conséquent plus traditionnel.

A vrai dire, même sous la monarchie, Le Mans passe pour avoir été assez difficile à administrer. Il paraît que, dans les *Commentaires* de César, les Cénomans sont déjà notés pour leur individualisme et leur manque de discipline. J'ai remarqué que, dans mon pays, les longévités électorales ont surtout appartenu à des hommes d'opposition. Ainsi la qualité de Rubillard consistait dans sa perpétuelle mauvaise humeur, au moins en surface. Il s'arrangeait pour être gouvernemental à Paris et toujours brouillé avec son préfet au Mans.

La durée de Galpin s'explique par ce fait qu'il est constamment demeuré dans l'opposition. Cela ne l'empêchait pas de rendre des petits services. Ne suffit-il pas d'envoyer aux électeurs ces lettres banales que les ministres répondent à tous les parlementaires mêmes quand ils sont dans l'opposition ?

Galpin était un orateur très long et très filandreux ; son intelligence ne dépassait guère la moyenne, mais il possédait le vieux sac à malice du Manceau ; il connaissait les ficelles du métier. Nous n'avons guère été amis que sur la fin de sa vie, mais, comme il n'était pas méchant (moi non plus), nous n'avons jamais entretenu que d'excellents rapports.

Quand André Lebert revint d'exil, il entreprit de chasser Galpin de sa circonscription. Il fit deux tentatives inutiles en 1902 et 1906. Nous reviendrons là-dessus.

Semblable aux bons chênes de la forêt de Perseigne, en son pays natal, Galpin est demeuré indéracinable. La mort lui a évité une suprême défaite, car il eût été battu aux tristes élections de 1924.

D'Estournelles de Constant (Paul)

Il n'est apparu ou réapparu dans la Sarthe qu'en 1893. Il avait été élève du prytanée de La Flèche. On l'a dit petit neveu de Benjamin Constant. Je laisse à d'autres le soin de vérifier cette généalogie. Sa mère était demeurée veuve avec ses deux enfants, Paul et Jean. Le second Empire lui avait attribué la recette postale de La Flèche. C'était une femme laborieuse et de grand mérite. Sous le seize Mai, Paul d'Estournelles se présenta à l'examen des consulats. C'était l'époque où un titre de noblesse handicapait. Protégé par les monarchistes, il fut choyé dès les débuts de sa carrière. Ribot me disait en 1914 : « *J'ai rarement connu un fonctionnaire plus réactionnaire !* ». Secrétaire d'ambassade en Amérique, il se maria avec une américaine d'origine germanique et cela suffit expliquer son pacifisme. De bonne heure, il devint le protégé de Carnegie et, la fortune de sa femme étant modeste, c'est de ce côté qu'il trouva l'appoint indispensable pour faire les frais d'une vie mondaine. Rien d'ailleurs de déshonorant dans ce fait. La circonscription de La Flèche étant devenue parlementairement vacante, lorsque Léon Legludic entra au Sénat, d'Estournelles qui avait acheté une petite propriété à Clermont-Créans, songea à la députation. Il se présenta sous le patronage des cléricaux contre le candidat des républicains qui était Carré, maire de Vaas. Il avait contre lui les sénateurs Legludic et Leporché avec toutes les forces des comités. Il battit Carré néanmoins avec une majorité d'environ 1000 voix.

Il était tenu en suspicion par les républicains. Il faisait partie du groupe Méline. Petit à petit, il se rapprocha de la gauche. Son pacifisme alimentaire le servait merveilleusement.

D'étapes en étapes, et sans jamais avoir fait partie du comité radical-socialiste, il finit par devenir sinon socialiste mais au moins socialisant.

Je n'ai jamais connu un bonhomme aussi hypocrite. Il maniait savamment la pâte électorale ; il embrassait les paysans et leurs femmes. Il aurait torché les enfants ! Il était doué d'une excellente mémoire des noms et des physionomies. Malgré son avarice sordide, il gagna ainsi quelque popularité.

C'est par une basse flagornerie qu'il se rapprocha de moi. Je venais de publier ma *Parole en public* et il découvrit en moi un écrivain génial. Je lui repassai la rhubarbe dans une de mes éditions.

Mais il n'y eut jamais de grande sympathie entre nous. Caillaux, Cavaignac et Breteau le méprisaient. Le sénateur Le Chevalier trouvait avec raison que son pacifisme bruyant dégoûtait des jeunes gens de la caserne.

Les conservateurs, furieux de son lâchage, finirent par lui opposer un concurrent sérieux dans la personne de M. Leret d'Aubigny, fils d'un fonctionnaire du Second Empire. D'Estournelles qui avait tenu le coup pendant une dizaine d'années sentit que le terrain tremblait sous ses pas et il trouva un refuge au Sénat lors de la mort de Legludic. Pour venir à bout de son concurrent Paul Ligneul, franc-maçon notoire, il employa tous les moyens. Ce fut lui qui pratiqua le premier la funeste méthode de la visite à tous les délégués. Comme à l'académie ! Mais les délégués étant au nombre de 900, c'était un peu pénible. C'est l'automobilisme qui a valu aux candidats cette horrible corvée !

Que de choses nouvelles ont aperçu les hommes de ma génération ! Dans ma jeunesse, j'ai connu des dernières diligences, celle de Vendôme, celle de Poncé, celle de Pontvillain. J'ai vu ensuite le tricycle, le bicycle, la bicyclette, puis la voiture à vapeur de Bollée, enfin le premier tacot de Léon Bollée. Ma femme a été dix ans avant de consentir à monter dans une automobile, locomotion jugée périlleuse ! J'ai vu naître le téléphone, le cinéma, la radiographie, le sans filisme.

Enfin, c'est au Mans en 1906 que par l'intermédiaire de Léon Bollée j'ai connu les frères Wright. J'ai vu voler à Auvours le premier avion !

Comment voulez-vous que notre génération ahurie n'ait pas été un peu trépidante ? Rien ne nous étonne plus !

Me voici loin de d'Estournelles. Laissons le siéger au Sénat où il fit une carrière médiocre. Il était peu estimé, considéré comme un raseur et comme un agent américain. Clemenceau l'a plusieurs fois déchiré de ses piquantes et spirituelles railleries. Il l'avait dénommé « *le con de la Concorde* ». Si l'on avait écouté d'Estournelles, nous n'aurions pas eu un seul cuirassé en 1914 ! Il fut, bien entendu, un des députés réélus en 1898. Cavaignac avait été également réélu sans difficulté.

Première apparition de Caillaux

Attention mes enfants ! Je suis arrivé à l'un des sommets de ma vie. J'ai gravi le coteau, me voici sur le plateau. C'est la deuxième partie. César Birotteau va parvenir à la grandeur. Mais gare à la décadence !

J'étais lié d'amitié avec le sénateur (alors futur) Georges Le Chevalier qui avait brigué la députation dans l'arrondissement de Mamers. J'ai dit déjà ce qu'était ce brave homme tout à fait digne d'admiration et de respect. Il était très parisien et il avait fait la connaissance de la famille Caillaux.

Un jour (c'était je pense en 1897) le bon Le Chevalier me dit : « *Ajam, nous manquons d'hommes. Cavaignac est trop personnel et n'aime pas les nouveaux venus. Je suis décidé à ne plus me présenter à Mamers. J'ai été battu deux fois, c'est assez ! Je me réserve pour le Sénat. Mais j'ai fait la connaissance à Paris du fils aîné de M. Caillaux. Il est un des plus brillants inspecteurs des finances et on lui a donné un poste de choix en Algérie. Il n'est pas orateur, il a la voix un peu criarde, il n'improvise pas mais il est fort intelligent et il se formera. Il a la politique dans le sang. Toute son éducation fut réactionnaire, puisqu'il est sorti des jésuites du Mans et de Stanislas où il fut d'ailleurs le condisciple de Lazies, de Maurice Berteaux et de Marcel Sembat. Mais il me paraît sincèrement rallié à la république. Il a les idées d'un de Marcère ou d'un Méline ; il déteste Cavaignac qui lui apparaît comme un démagogue, car il est personnellement hostile à l'impôt progressif. Avec lui, nous pourrions battre M. de la Rochefoucauld et en finir dans la Sarthe avec le parti monarchiste.* »

- *Fort bien !* répondis-je, *mais nous aurons beaucoup de mal à faire admettre par nos comités républicains que le fils de M. Caillaux soit un démocrate.*
- *Nous allons tout de même essayer,* riposta M. Le Chevalier.

Le préfet qui s'appelait de Marthes et était fort modéré (catholique de l'Est) se mit de la partie et nous finîmes par faire admettre Joseph Caillaux comme républicain.

Je l'ai vu alors pour la première fois et il n'y eut entre nous aucun coup de foudre de sympathie. Petit, maigre, élégant d'allures, chauve à l'excès, monoclé, c'était le type du parfait hobereau. Il s'exprimait par saccades, d'une petite voix vinaigrée, avec un air de m'as-tu-vu qui, je l'avoue, m'en a imposé. Je n'étais qu'un avocaillon sorti du peuple. Je me trouvais en présence d'un homme un peu plus jeune que moi, mais ayant de l'autorité, de la fortune, une confiance en lui qui se faisait sentir dans ses moindres gestes. J'ai compris tout de suite qu'il me méprisait ; il voyait en moi un démagogue et déjà je le gênais. Il avait besoin de moi et je fis ce que je pus pour lui être utile. J'ai dû plaider sa cause bien des fois et je dois dire que de vieux républicains de Mamers tels que Doly et Adet n'ont jamais pu le souffrir. Presque partout, on l'acceptait par discipline et parce qu'il n'y en avait pas d'autres.

Il fallait aussi de l'argent pour combattre le duc qui le dépensait à pleines mains.

À vrai dire, Joseph Caillaux s'est révélé tout de suite comme un rapiat digne d'exercer la verve d'un Molière. Je n'ai jamais rencontré un petit bonhomme aussi serré. Je veux vider tout de suite mon sac à anecdotes.

Il nous est arrivé plus tard dans nos tournées, quand il était ministre, d'être reçus dans une commune avec la croix et la bannière. On avait choisi la petite fille d'un prolétaire pour offrir à M^o Caillaux un énorme bouquet qui avait couté vingt francs. Caillaux embrassait l'enfant et lui donnait 10 sous. Il m'est arrivé de revenir ensuite donner cent sous de ma poche de pauvre, parce que j'avais honte. Decosse, le chef de cabinet de Caillaux, a dû souvent faire le même geste, en disant : « *Le patron s'est trompé !* ».

Au temps de l'apogée de Caillaux, quand il fut président du Conseil, lorsqu'on apportait à Madame un bouquet d'orchidées de 100 francs, on remettait au porteur un pourboire de cinq sous. Ça, je l'ai vu ! Je n'ai jamais connu de personnage moins candidable. C'était tout l'opposé de d'Estournelles. Ce dernier était insinuant, mielleux, flatteur. Caillaux n'a jamais su donner une poignée de main. Il éloignait son électeur de toute la longueur de son bras. Ça le dégoûtait visiblement. Quand on lui reprochait cette « hauteur », il répondait : « *Je ne puis être autrement !* ». Je n'ai jamais enregistré autour de lui que des amitiés intéressées. C'est ce qui explique pourquoi il a toujours été mal entouré. Tous ces hommes de premier plan sont des ténors avec lesquels [illisible] les plus basses flatteries. Caillaux, sous ce rapport, était un grand enfant. Il méprisait naturellement les hommes, mais il s'en croyait adoré. Allons ! N'anticipons pas !

Constatons seulement que ce mauvais candidat, sans efforts particuliers, uniquement parce qu'il arrivait au moment psychologique, a vaincu un personnage que ni Granger, ni Leporché, ni Le Chevalier n'avaient pu entamer. Le duc de Bisaccia !

Au début de sa campagne, Caillaux était visiblement gêné. Il avait en effet commis l'imprudence d'écrire au duc une lettre dans laquelle il lui disait en substance : « *Je ne serai candidat à Mamers que lorsque vous prendrez votre retraite volontaire.* » Caillaux voulait bien en effet devenir un démocrate, mais il entendait conserver sa place dans la bonne compagnie !

En faisant face aux d'Aillières, aux de Fleurien, aux du Luart, à tous les gentils hommes que nous avons chassés des assemblées politiques, il entendait demeurer « un homme du monde ».

Caillaux a toujours été très snob, très suiveur d'opinion. En philosophie, en littérature, en musique il aimait à se dire d'avant-garde. Il se déclarait fou de ce qu'il ne comprenait pas. Il a toujours aimé la faisande. En ce moment, il doit faire ses délices de Marcel Proust (1926-27).

Le vieux duc, au cours de la campagne électorale de 1898, n'hésita pas à afficher la fameuse lettre. Elle eut surtout le don d'irriter la droite que Caillaux voulait ménager. On le considéra comme un goujat, comme un renégat et ce fut l'origine de tous les malheurs de sa vie si agitée. Il ne pardonna jamais au boulevard Saint-Germain de l'avoir rejeté. Il aurait

voulu toujours être l'amant de la duchesse de Maufrigneuse. Hélas ! Il n'eut que des Henriette Raynouard et autres femmes du même acabit

Je me souviens que, plus tard, Caillaux qui eut tant à souffrir de ses épanchements épistolaires, me reprocha d'avoir écrit une lettre compromettante à Jules Lemaître (de *La Patrie française*). Il me dit ironiquement : « *Ajam, souvenez-vous du mot du duc de Morny : "N'écrivez qu'à votre bottier et encore redemandez la lettre."* ». J'avais pu lui répondre : « *Que n'avez-vous suivi vous-même ce conseil ?* ». Je me contentais de lui faire remarquer que le mot en question était extrait d'une comédie d'Emile Augier, *Le fils de Giboyer*. Bref, en avril 1898 Joseph Caillaux battit le vieux duc avec 1200 voix de majorité.

Les républicains furent encore plus stupéfaits de cette victoire que les conservateurs. Les Mamertins sont avant tout Normands et pratiques. Ils trouvaient le duc trop âgé pour être capable de leur rendre service. Beaucoup de droitiers virent en Caillaux un homme qui se donnait à la République avec esprit de retour, par désir d'un succès immédiat. Ils disaient : « *Un Caillaux républicain ! Allons donc ! Quelle farce !* ». Ils nous donnèrent un maître et quel maître !

Le soleil levant

Caillaux ne fut pas abasourdi par sa bonne fortune. Il commença par prendre la trique et il entendit devenir le grand électeur du département. Le conflit avec Cavaignac était fatal.

Pourtant, Caillaux commença par hésiter dans l'Affaire Dreyfus. Il louvoya. Il faisait partie du groupe Méline. Moi-même, ainsi que je l'ai déjà écrit, j'étais plongé dans une grande incertitude. Caillaux ne me donna aucune directive. Cavaignac se rapprocha de moi et me demanda de m'inscrire avec lui à *La Patrie Française*. On songea à fonder une section de cette association au Mans. J'écrivis à ce sujet à Jules Lemaître une lettre dans laquelle j'acceptais de faire une conférence sous la présidence de Cavaignac.

Bouttié et le docteur Breteau que je consultai (ils étaient tous deux mes collègues au conseil général) me déconseillèrent vivement et me dirent, tout en reconnaissant ma bonne foi patriotique, que j'allais me ranger à droite. Bref, je refusai et la conférence n'eut pas lieu. La naïveté de Cavaignac m'apparut et je doutai de la culpabilité de Dreyfus. Un mois plus tard, j'étais converti et, au conseil général (dont Caillaux ne faisait pas encore partie), je déclarai nettement à Cavaignac que je me séparais de lui.

Ce que fit Cavaignac appartient à la grande histoire. Je ne m'appesantirai pas sur son rôle. J'ai toujours dit que je le considérais comme un honnête homme. Caillaux ne prit réellement parti que lorsqu'il devint ministre. Je n'ai jamais pu obtenir de lui une confession. Ce que je sais, c'est qu'il fit connaissance avec Waldeck-Rousseau seulement à la fin de 1898 et qu'il se fit apprécier par le futur président du Conseil.

Quand le ministère Brisson tomba, Waldeck voulut faire un ministère de concentration avec Ribot et Rouvier. Ces derniers commirent l'énorme faute de refuser leur concours. C'est alors que Waldeck se tourna vers la gauche et demanda l'appui des socialistes qui lui donnèrent Millerand.

Disons tout de suite ce que je pense de Millerand. Je l'ai connu au Quartier latin. Il prédisait une association d'étudiants dont je faisais partie : « L'union de la jeunesse républicaine ». Il était la doublure de Georges Laguerre ; il était radical et pas du tout socialiste. L'ambition le conduisit vers Guesde et Jaurès et c'est grâce à eux qu'il devint député collectiviste de la Seine.

Après, pesant, de mauvais caractère, pas jouisseur mais rapace, dévoré d'ambition, Alexandre Millerand avait épousé une de mes compatriotes, nièce de l'organiste de la cathédrale du Mans, mon professeur de musique au lycée, le père Kahn, juif converti. C'était une blonde fort jolie, intelligente et qui a eu beaucoup d'influence sur son mari.

En 1898, Millerand, dans son fameux discours de Saint-Mandé avait fait une déclaration révolutionnaire très nette et qui devint l'évangile du Parti. Il concluait à la nationalisation absolue des biens. A ce moment, Millerand n'avait aucune fortune.

A partir du jour où il prit le pouvoir, comme ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, il trouva son chemin de Damas. La circonscription de Bercy, très conservatrice, lui donna l'hospitalité et il devint l'un des piliers du conservatisme social.

Entendons-nous. Il rejoignit Caillaux avec cette idée très répandue dans le milieu conservateur de l'Angleterre que la bourgeoisie peut paralyser la révolution par de larges concessions.

C'est en effet le ministère Waldeck-Millerand-Caillaux qui a provoqué la première limitation des heures de travail. Quant à la loi de 1898 sur les accidents du travail, le mérite en revient aux modérés du précédent ministère. Rendons à César...

Et puisque j'ai écrit le mot César, revenons à Caillaux.

Waldeck le prit comme ministre des Finances à défaut d'un homme plus autorisé. On sait dans quelle période d'anarchie ce ministère fut constitué ! Caillaux profita de cette gabegie pour arriver aux affaires beaucoup plus vite qu'il ne l'avait d'abord pensé.

Il fit malgré lui un pas de plus vers la gauche.

Je n'en ai jamais fait un demi-dieu. Je l'ai approuvé comme un homme fort intelligent, mais plus assimilateur que créateur, cachant un caractère faible et variable sous un masque autoritaire. C'est avant tout un impulsif et un nerveux.

Sexuel, oui, même sadique. Mais j'en ai vu tellement de cet acabit qu'il ne m'est jamais apparu comme une exception. Il a fallu supprimer à Thomson toutes ses sténographes femelles parce qu'il les violait. Viviani, quand il plaidait en province, ne descendait jamais qu'au lupanar. Augagneur fut un vrai marquis de Sade. Barthou fut pédéraste et mangeur de blanc. Ruan creva d'excès amoureux. Le surnom d'Herriot était « la verge folle ». Caillaux était toujours en rut. Il aimait surtout les femmes qui avaient le nez busqué, la tête de mouton. Quand il en voyait une accessible, il disait à Desclaux, son procureur : « *Il me la faut dès ce soir !* ».

Quel rôle la syphilis a-t-elle joué dans son cas ? Voici ce que j'en sais : Breteau et Gigon, deux médecins qui le voyaient tous les jours m'ont affirmé qu'il présentait tous les symptômes de la paralysie générale, et principalement, l'inégalité pupillaire.

Mais, il n'aurait pu soutenir pendant plus de 25 ans la pression de cette terrible maladie qui a tué rapidement Ruan, Baudin, Viviani, Deschanel et tant d'autres. J'ai toujours pensé que sa trépidation était héréditaire, car son père était absolument comme lui.

Toutefois, il y a eu du maboulisme dans son cas. Quand il défonçait sa baignoire à coups de pied, quand il pissait dans les cheminées, quand il recevait les solliciteurs avec un horrible singe sur son épaule, quand il adressait sur la route des discours à son chien Ali, il révélait des excitations cérébrales.

Le Dr Hillemand m'a dit qu'il ne devait pas avoir la syphilis des méninges, mais seulement des artères.

Caillaux a toujours suivi un traitement sérieux. Il doit avoir prolongé l'échéance. Il n'était pas né orateur. Pendant de longues années, je l'ai toujours vu armé de petits papiers, même pour prononcer un simple toast. Mais il avait un grand talent d'assimilation ; sa pensée allait au-devant de celle de son interlocuteur. Je lui ai dit souvent qu'il aurait fait un admirable avocat d'affaires. Il me répondit qu'il y avait songé. Ce n'était ni un juriste ni un financier, c'était avant tout un fiscal. Il connaissait à fond la matière impôts. C'est le seul ministre des finances qui ait connu ses bureaux. Ses inférieurs l'estimaient et le redoutaient. Il a toujours été très pédant et très pion. On tremblait devant lui. Très coléreux, il s'apaisait aisément. Il était plus vaniteux que méchant.

Il n'a rien inventé. Son système d'impôt progressif était un ravaudage des travaux de Haentjens, de Cavaignac, de Doumer. Il est arrivé à l'heure utile. Très inférieur à Poincaré, à Barthou, à Briand, à Viviani, il a donné l'illusion d'un homme d'État.

En tout cas son élévation réduisit les politiciens de la Sarthe à l'état de servitude.

Mon passage à la mairie

La tarentule politique me piqua de nouveau vers 1899. Je sentais que je moisissais dans la vie de province. Mes revenus étaient médiocres. Si à ce moment-là Caillaux avait fait loyalement appel à ma collaboration, j'eusse été pour lui un ami dévoué.

Mais il me jalousait secrètement et voulait à toute force m'empêcher d'arriver. Je le gênais visiblement.

Je sentis que le moment était venu pour moi ou de chercher le parlement ou de retourner carrément vers la vie privée.

Rubillard très fatigué ne pouvait songer à solliciter un nouveau mandat en 1902. On ne voyait guère de concurrents de droite à l'horizon. Je me lançai dans la politique municipale et préparai, d'un commun accord avec Drouin et Ligneul les élections de 1900. Drouin ne m'aimait pas. Nous nous étions déjà brouillés puis réconciliés au moins deux fois. Il était en

même temps personnel, acariâtre, intelligent et ambitieux. C'était pour lui qu'il désirait la mairie. Mais il sentait qu'il avait trop d'ennemis ; il préférerait demeurer le Warwick des maires. Quand je laissais percer mon opinion, il me dit : « *C'est trop tôt ; ce sera Ligneul qui sera maire.* ». Je courbai la tête et il fut décidé, Bouttié ne voulant aucun poste, que je serais seulement premier adjoint. Ce faisant, je ne faisais guère preuve d'habileté, car j'allais déplaire souverainement à Adrien Tironneau qui était déjà adjoint et qui, lui aussi, guignait la mairie ou au moins la première écharpe.

Un type bien curieux que cet Adrien Tironneau qui a été conseiller de Pontlieue pendant plus de trente ans et qui a fini par être maire, malgré son insuffisance. C'était un ancien boulanger retiré après fortune faite. Des spéculations habiles à la bourse de commerce avaient plus que doublé son capital. Il était vaniteux et fort bon. Sa femme était devenue folle et méchante, il ne consentit jamais à la placer dans un asile et il la garda auprès de lui courageusement car cette mégère le rendit fort malheureux. Il se consolait dans un second ménage avec une petite ouvrière qu'il avait séduite et dont il avait un enfant. Les mauvaises langues prétendaient que cet enfant avait été fabriqué par son secrétaire Jouanneaux, garçon fort intelligent qui devint chef de division à la préfecture et y joua un rôle important. Dans tous les cas, lorsque le comité me désigna pour le poste de premier adjoint, il fit la grimace et devint mon ennemi.

A la vérité, le plan de Drouin n'était pas immédiatement réalisable, car Rubillard, en 1900, était encore député-maire et ne paraissait pas décidé à céder sa place. Nous en avions d'abord besoin comme chef de file. La liste passa. Rubillard devint maire, Ligneul premier adjoint avec succession future, moi deuxième adjoint et Tironneau troisième. Quelque temps après, Rubillard donna sa démission. Ligneul devint maire, chacun de nous monta d'un échelon et Albert Drouin fut nommé troisième adjoint.

La mairie m'intéressait peu ; ce que je visais avant tout, c'était la succession de Rubillard à la députation. Ligneul avait une forte envie de me couper l'herbe sous le pied, mais Georges Bouttié me soutenait et bien que Ligneul fût vénérable de la loge maçonnique, ma situation était assez forte pour me permettre de ne pas redouter la concurrence. L'affaire Dreyfus battait son plein ; les dreyfusards avaient triomphé et Cavaignac semblait fort atteint dans l'arrondissement de Saint-Calais.

J'aurais volontiers jeté les yeux sur cette conscription. Breteau et Gigon qui ne se sentaient pas de taille m'y encourageaient. Mais je jugeai, avec raison, Cavaignac encore trop puissant et je résistai aux insistances de mes amis. Une réunion ayant été organisée à La Chartre pour le choix d'un candidat, je refusai de m'y rendre, ce qui causa dans Saint-Calais un grand mécontentement. J'ai commis là une faute qui m'a valu bien des ennuis. Il faut dire à ma décharge que je fus à cette époque atteint d'une maladie grave qui me laissa pendant 40 jours entre la vie et la mort. Les médecins n'y connurent pas grand-chose. Quelques-uns avaient diagnostiqué un ulcère de l'estomac. Je ne pouvais plus m'alimenter. Mes confrères du barreau venaient joyeusement tirer mon cordon de sonnette ! Le dévouement de ma femme me sauva. Spécialiste de Paris, le Docteur Mathieu, supprima les drogues et m'imposa un

régime de fer. En 1902, j'étais sur pied, mais j'ai fait preuve d'une grande volonté de vie, me privant longtemps de viande et de vin.

Ayant renoncé à l'arrondissement de Saint-Calais, je laissais carte blanche à Gigon et à Breteau qui étaient tous deux fort désireux d'être candidats. Les comités choisirent le docteur Gigon qui, à cette époque, était fort modéré mais qui, ne sachant parler, était incapable de tenir tête à Cavaignac.

Je poursuivis mon but en m'assurant le concours au Mans de Paul Ligneul et de Georges Bouttié. Ligneul était médiocre ; Bouttié aurait fait un bien meilleur candidat que moi. Albert Drouin qui m'a toujours détesté ne voulait de moi à aucun prix et me combattit sournoisement. Il était parfaitement d'accord avec Caillaux qui me voyait beaucoup trop d'influence dans le département et qui ne cherchait qu'à retarder mon entrée au Parlement. Ils firent surgir une candidature socialiste et n'eurent pas de mal à déterminer celle de Léon Deschamps, professeur d'histoire au lycée.

J'avais d'abord été en fort bons termes avec Deschamps qui était libre-penseur très ardent. Il avait lié partie avec Crétois, receveur municipal du Mans, qui était le type du curé laïc.

Je n'ai jamais pu percer à fond ce Crétois qui a joué un certain rôle. Tant qu'il a pu m'utiliser pour la Société de libre-pensée dont il était le président, je suis demeuré son ami ; il semblait avoir pour moi une grande estime.

Sous des dehors désintéressés, il avait mené habilement sa petite barque. Sorti des mains des curés, chantre au lutrin, il était ensuite devenu un Homais féroce. De petit instituteur, il était devenu employé à la préfecture puis receveur de la ville, ce qui était un fromage recherché.

Il remplissait ses fonctions avec soin, mais comme elles lui laissaient pas mal de loisirs, il les employait à la guerre anticléricale. Il faisait des conférences tous les dimanches, fondait des groupements et conduisait tous les enterrements civils. Il avait la prétention de m'utiliser comme vicaire, mais cette besogne m'avait rapidement dégoûté.

Crétois passa au socialisme, ce qui était dans la logique des choses et devint mon adversaire impitoyable. Je l'ai toujours considéré comme honnête, mais il était dévoré d'ambition et il se croyait apte aux plus grands emplois.

Toujours vêtu de noir, pâle, froid, distant, il se donnait l'air d'un ascète. Il est mort encore jeune, dévoré par un cancer.

Léon Deschamps était un aigri, un envieux ; ses tendances révolutionnaires venaient de ce qu'il ne se sentait pas à sa place. Il voulait être au moins inspecteur d'académie. Je ne sais pas pourquoi il ne lui fut pas donné satisfaction. C'est le mécontentement qui le poussa vers l'extrême gauche. Les élections eurent lieu en avril 1902. Les conservateurs m'opposèrent un grand industriel, catholique pratiquant et fort estimé, Ernest Fouché. Fouché

n'avait aucun talent de parole, mais, en même temps qu'industriel, il était agriculteur et s'était attiré la sympathie paysanne.

La candidature Deschamps, provoquée et payée discrètement par Caillaux, devait aboutir à un échec, malgré une très belle et très active campagne. Nul n'est prophète en son pays ; ce furent mes amis de jeunesse qui me combattirent avec le plus d'acharnement. Ernest Fouché avec environ 12.000 voix nous battit au premier tour, Deschamps et moi.

Par le fait, je subis un double échec, car Gigon était incapable de dire deux mots, j'avais dû aller à ses côtés combattre Cavaignac dans l'arrondissement de Saint-Calais où je dus subir des réunions aussi houleuses qu'au Mans. Oh ! Le triste métier !

J'avais réuni au Mans 7300 voix et Deschamps environ 3000.

À Saint-Calais Cavaignac triompha par 6000 voix. J'aurais été battu aussi bien que Gigon, mais je serais demeuré l'idole des calaisiens. Mon destin ici m'a trahi et j'ai commencé à donner à mes ennemis l'impression de mes incertitudes. En politique, il faut marcher comme une brute avec un parti et ne pas se montrer trop intelligent.

Après l'échec de 1902

Cet échec ne m'abattit pas et je demeurai plus lutteur que jamais. M. Caillaux nous fit alors donner comme préfet, Marcel Delarmey, un de mes camarades de lycée que j'avais retrouvé à l'Ecole de droit. Il avait été écolier médiocre, mais il était doué d'une grande énergie et ne manquait pas de souplesse.

Son frère et lui avaient fait leur droit, tout en étant rédacteurs au ministère de l'intérieur. C'est là que Marcel commença sa carrière administrative. Chef du bureau de l'Algérie, il fut remarqué par La Ferrière quand ce dernier fut nommé gouverneur général. La Ferrière lui fit confier les fonctions de secrétaire général. Il les exerça avec courage et intelligence au milieu des émeutes antisémites, ce qui lui valut la préfecture de l'Ariège.

Il se conduisit vis-à-vis de moi en bon camarade et me donna des conseils utiles. C'est sous son influence que je créai de nombreux comités républicains dans tous les coins du département. Sa lutte avec Cavaignac, président du conseil général, était épique, car Cavaignac ne maintenait sa situation qu'avec la droite. Ma situation personnelle était d'autant plus forte au conseil que Caillaux n'y était pas encore. Dans l'Assemblée départementale, j'étais le chef du parti gouvernemental. Delanney a certainement été l'homme de Caillaux, mais il ne perdit jamais de sa dignité ; ce n'était pas un « ouvrier de portière » comme le sont tant de préfets.

L'organisation républicaine que nous avons formée était certes destinée à soutenir Caillaux, mais elle correspondait à un besoin général. J'avais conçu les comités comme des écoles d'éducation politique. J'ai fait à ce moment beaucoup de conférences ; j'étais suivi, admiré ; j'avais beaucoup d'amis. Ce fut l'apogée de ma carrière et je crois que Caillaux avait alors de raison d'être jaloux de moi. Il avait pris position contre le ministère Combes et j'avais l'air d'être plus avancé que lui.

Pourtant, c'est de cette époque que date mon intimité avec le grand homme de Mamers. J'ai été mis par lui-même ou par ses amis au courant de ses premières difficultés matrimoniales. Tout Paris a connu l'histoire et il est à peine nécessaire d'insister. Je n'en dirai que quelques mots. Berthe de Gueydan était une fort jolie brune, grande, élancée, type méridional. Instruite, elle se piquait de poésie. Son existence a été assez agitée ; elle avait fini par épouser un nommé Dupré qui faisait partie du cabinet de Millerand pendant le ministère Waldeck-Rousseau.

Caillaux s'éprit de cette belle femme, ardente ; elle se refusa et divorça, d'accord avec son mari, pour épouser Caillaux. En contrepartie Caillaux nomma Dupré percepteur à Paris. On a toujours affirmé que M^{me} Caillaux continua d'avoir des bontés pour son ex-mari.

Caillaux de son côté voltigeait de fleurs en fleurs et ce mariage parisien aurait pu durer longtemps si le député de Mamers n'avait rencontré Madame Léo Claretie née Henriette Renouard.

Clemenceau a dit de Caillaux : « *Cet animal-là n'a jamais pu coucher avec une femme sans l'épouser !* » Il y avait quelque exagération dans le propos. Toutefois, Henriette mit le grappin sur le futur président d'une manière telle qu'on a du mal à s'expliquer le pouvoir qu'elle prit sur lui.

Car la seconde Caillaux était beaucoup moins belle et moins intelligente que la première. Elle avait aussi rôti le balai scandaleusement. J'ai connu plus tard son mari Leo Claretie qui était mon collaborateur à *La France*. Il m'a donné à cet égard quelques précisions qui expliquent la conduite d'Henriette Caillaux, fille d'une prostituée connue au Moulin Rouge sous le nom de Peau-douce et moralement tarée.

Fermons cette parenthèse.

Donc de 1902 à 1905, je préparai de mon mieux ma candidature au Mans en vue des élections législatives de 1906. Je mis sur pied d'une manière définitive la Fédération des comités républicains. D'accord avec Delanney, j'en fis une organisation parfaite, ce qui m'attira l'estime de Caillaux. Je fus réellement à l'apogée de mon influence. Les comités étaient présidés par de braves maires qui ne tenaient qu'à être en bons termes avec la préfecture. Que de types j'ai connu alors : le père Pioger, maire de Coulie, le père Adet, maire de Mamers, Pichon, maire de Loué, Truillet, de Tuffé et combien d'autres ! Je donnais l'impression d'être beaucoup plus avancé que je ne l'étais réellement. J'attribuais en grande partie à Godefroy Cavaignac mon échec de 1902 et c'est contre lui que je portai mon effort.

(A ce moment quatre médecins se partageaient l'influence dans l'arrondissement de Saint-Calais : le docteur Houdoin, à Château-du-Loir, le docteur Marcel Ernous, à La Chartre sur-le-Loir, le docteur Gigon à Saint-Calais, le docteur Breteau à Bouloire.

J'ai dit ce que je pensais de Breteau ; je le retrouverai à toutes les bornes de mon chemin. Passons. Le docteur Houdoin était fin, lettré, fort intelligent. Il avait de grandes ambitions politiques : elles étaient légitimes. Il aurait bien voulu être le successeur de M. Henri Lemonnier, mais il avait un grand défaut. Comme il menait la vie large, il avait la

prétention de se faire largement payer. Or le père Lemonnier qui était aisé était le médecin des pauvres. Non seulement il ne se faisait pas payer, mais encore il emportait dans sa voiture des fioles de médicaments pour les indigents.

Aussi Houdoin ne put il devenir rien, pas même conseiller municipal.

Sentant son impuissance, il me prit en amitié. Il comptait se servir de moi pour se faire décorer. Hélas ! Le pauvre ami ! Je me suis trouvé dans l'impossibilité de le satisfaire. Ce fut une des petites lâchetés de la politique.

Houdoin, qui avait une femme charmante et bien élevée, avait d'abord été l'ami intime du docteur Marcel Ernous. Ce fut lui qui le fit venir de Tours dans la Sarthe. Malheureusement Ernous, qui était naïf comme un enfant, avait épousé une ancienne institutrice diablement rouée et qui avait rôti le balai. Houdoin a-t-il fait la cour à Mme Ernous qui avait la cuisse légère ? Je n'en sais trop rien. Dans tous les cas, les deux docteurs finirent par se détester cordialement. Ils ne pouvaient se rencontrer dans la campagne sans s'injurier et même sans en venir aux coups. Il leur est arrivé de se cracher à la figure !

Or, Ernous avait à La Chartre-sur-le-Loir, malgré les frasques de sa femme, mégère fort redoutée, une situation politique assez forte. Cavaignac était conseiller général de ce canton depuis longtemps et il semblait y être imbattable. Il venait d'être réélu triomphalement à la députation, ce qui prouve que l'affaire Dreyfus n'avait pas eu grand écho dans l'arrondissement.

J'eus l'audace de conseiller à Marcel Ernous de se présenter contre son député, lors de l'élection au conseil général de 1904. La partie était difficile, car Ernous n'était pas orateur. Je l'accompagnai dans ses tournées et fis conférences sur conférences. J'ai même écrit à ce moment une petite brochure que Delanney paya à l'aide de ses fonds secrets, brochure dans laquelle Cavaignac était arrangé de la belle manière.

J'ai commis là une assez mauvaise action, car Cavaignac ne m'avait jamais témoigné depuis 1892 que de la sympathie. Mais c'était la politique de mon parti. Je n'étais en réalité qu'un instrument aux mains de Caillaux et du préfet.

À ma grande surprise, Ernous écrasa littéralement Cavaignac. Ce fut une stupeur dans le département ! Ô justice immanente des choses ! Je devais 20 ans plus tard être débarqué de la même façon et encore par un individu auprès duquel Ernous eut été un aigle. Et Montigny, l'ignoble Montigny, jouera à peu près le même rôle que celui que j'ai joué. Je dus à cette victoire un regain de célébrité.

On a dit parfois que la maladie de Cavaignac avait été causée par cet échec et ses amis m'ont aimablement traité d'assassin.

Remettons les choses au point. Depuis trois ou quatre ans, Cavaignac était atteint d'un cancer à l'estomac, cancer inopérable, et ses médecins savaient qu'il ne ferait pas de vieux os. Le docteur Gigon fut abasourdi par cet échec. Au lendemain de sa propre défaite, il s'était déclaré dégoûté de la politique et il avait passé la main au docteur Breteau. C'était Breteau

que nous promenions de comités en comités et il se réjouissait par avance de battre Cavaignac en 1906. Personne ne supposait ce dernier aussi gravement atteint.

La surprise de 1905

Au début de 1904, toutes les positions politiques étaient prises dans le département. Caillaux tenait avec difficulté mais tenait l'arrondissement de Mamers où la famille d'Aillières conservait une position menaçante.

Au Mans, le député Ernest Fouché, mon heureux concurrent, ne faisait pas de bruit et ne comptait guère sur un renouvellement de mandat. J'étais devenu premier adjoint de Ligneul, presque toujours malade, et j'exerçais en réalité les fonctions de maire. Tironneau et Drouin étaient devenus respectivement second et troisième adjoint.

Adrien Tironneau ne m'aimait guère. Si j'avais été habile, je lui aurais cédé mon poste qu'il considérait comme lui étant destiné parce qu'il était le plus ancien. Je l'avais cependant calmé en lui concédant le monopole de la célébration des mariages. Il y tenait beaucoup.

Drouin, toujours sournois et fureteur, fouillait dans mes tiroirs et cherchait tous les moyens de se débarrasser de moi. Il prévoyait la mort de Paul Ligneul déjà atteint dans les organes essentiels et il voulait soit devenir maire soit faire nommer un maire plus souple que moi.

Mais, Bouttié s'étant effacé avec une grande modestie, j'étais devenu le seul candidat possible, reconnu officieusement comme le futur tombeur de Fouché. Ma défaite m'avait donné un grand prestige auprès des partis avancés.

Caillaux furieux d'avoir perdu le ministère des finances ne pardonnait pas à Combes de l'avoir omis et lui faisait la guerre. Il était alors inscrit à l'Alliance démocratique dont il partageait la vice-présidence avec Louis Barthou. Il était d'accord avec Millerand pour combattre le combisme. Comme j'étais gouvernemental, j'avais l'air d'être très à la gauche de Caillaux. Il en souffrait. Rien ne lui déplaisait davantage que de me voir invité aux fêtes républicaines dans son arrondissement où j'avais plus d'influence électorale que lui-même. J'étais en effet l'avocat-conseil de toutes les municipalités républicaines. Je crois bien que je n'ai jamais eu un pareil prestige dans le département. Les conservateurs me considéraient comme un adversaire loyal et bon garçon. Bien que le barreau du Mans fût entièrement composé de royalistes et de catholiques, je fus nommé bâtonnier. A gauche, les socialistes eux-mêmes, encore très faibles, m'avaient presque adopté en raison de mon irrégularité reconnue. Mes relations avec la franc-maçonnerie étaient courtoises.

Vers 1894, Paul Ligneul avait cherché à m'attirer dans la Loge. Mais le vénérable qui était un garçon très intelligent, Georges Nano, ingénieur des ponts et chaussées, et qui m'aimait bien m'avait dit : « *Mon cher ami, ne venez pas dans cette galère, il n'y a que des tapeurs et des tapés ; vous seriez toute votre vie parmi les tapés.* ».

En fait, la loge ne se recommandait guère par la qualité de ses membres. En dehors de quelques personnalités honorables, ainsi le duc Ladevège et Ligneul, il n'y avait guère que des fonctionnaires aigris et des négociants candidats à la faillite.

La fameuse affaire Vadocard, l'affaire des fiches (il fut prouvé que les loges espionnaient et mouchardaient les officiers), avait porté un coup terrible à la maçonnerie. Paul Ligneul fut obligé de soutenir un procès dont il ne sortit pas très reluisant. Je suis persuadé que mon attitude neutre vis-à-vis de la puissante association n'a pas nui à mes intérêts politiques matériels.

Au lendemain même de l'échec de Cavaignac au conseil général, les radicaux de Château-du-Loir, pour l'achever, décidèrent d'élever un monument à la mémoire du sénateur Henri Lemonnier, brave homme qui avait eu la chance d'être quelque peu tarabusté par l'Empire, lors du coup d'état de 1892. La municipalité de Château-du-Loir était alors nationaliste et Cavaignac était tout-puissant auprès d'elle. La manifestation fut formidable. J'en fus l'âme. Nous fîmes venir le ministre Chaumié. Il y eut deux banquets l'un présidé par le ministre, l'autre par Cavaignac qui eut la sottise de faire venir l'ex boulangiste Syveton. On s'injuria, on se battit un peu. Du haut du ciel sa demeure dernière, le pauvre Henri Lemonnier dut être bien étonné de tout ce batelage.

Mais, ma popularité calaisienne en fut augmentée d'autant. On m'estimait d'autant plus dans ces parages que j'y avais décliné toute candidature à la députation.

Un drame électoral

J'écris aujourd'hui pour mes petits-enfants et arrière-petits-enfants. Eh ! Bien ! Petits, lisez maintenant attentivement. Il y aura sans doute parmi vous des scribouillards dans le genre de Maurice Bouvier. Qu'ils sachent que la partie intéressante de mes souvenirs commence ici. On a écrit tellement de romans qu'il restera peu de choses de toute cette paperasserie aux prétentions psychologiques. Ce que je vous offre ici c'est une tranche de la toute petite histoire. Si vous voulez une vue générale, lisez mon « chef-d'œuvre », *Transition*. Mais si vous voulez entrer dans les détails lisez ceci.

Napoléon I^{er} demandait un jour à Roederer ou il pouvait avoir appris la grande diplomatie : « *Sire, répondit-il, j'étais maire d'une petite commune de 800 habitants, c'est aussi difficile à administrer qu'une nation parce que les passions y sont les mêmes.* ». Moi qui ne suis pas le comte Roederer, c'est de cette façon que j'ai appris la politique, id est le maniement des hommes... et parfois des femmes !

Me voici parvenu à l'orée de cette année 1905 qui marqua un des points culminants de ma carrière. J'avais 43 ans. J'avais acquis toute une expérience humaine. J'avais beaucoup lu, pas beaucoup voyagé et beaucoup retenu. Je portais plus jeune que mon âge (voyez mes portraits). J'avais perdu une grande partie de l'embonpoint qui avait déshonoré ma jeunesse. J'avais l'air très provincial, mais j'étais bien fait de ma personne et beaucoup de poules m'ont dit que j'étais beau. Je m'empresse d'ajouter que je n'ai jamais aimé que ma femme dont je ne dirai jamais tout le bien que j'ai pensé. Car à la loterie du mariage, j'ai tiré le bon lot !

La nature a fait de moi un sympathique. Mes ennemis (et j'en eus de féroces) m'ont qualifié d'hypocrisie. Mais que serait la vie des civilisés si on disait toujours ce qu'on pense à tout le monde ? Legrand du Saulle, l'éminent psychiatre, écrivait que les fils sont avant tout de leur mère. Ce fut très exact pour moi. Ma mère était bonne, souple, fine, rusée ; c'était une paysanne mancelle. Je crois bien que j'ai eu les défauts et une partie des qualités de ma mère. Ma volonté n'est pas inexistante, je suis un entêté – doux ; je cède et je reprends. Mes adversaires ont eu raison de dire que je n'étais pas très sûr. J'ai des idées directrices qui me travaillent comme des lames de fond. Parfois l'une m'entraîne avec une violence qui m'a fait considérer comme impulsif.

Quand je réfléchis sur mon passé, je regrette beaucoup de mes actes, mais j'ai ce sentiment que si j'avais à les réagir, toutes choses égales, je pratiquerais des mêmes errements. Les hommes sont des pantins dont les forces ancestrales tirent les ficelles. J'aurai bien quelque arrière neveu qui me répétera et qui ne devra s'en prendre qu'à moi des immanquables bêtises qu'il commettra.

Voilà ma philosophie.

Passons aux exemples concrets.

Nous avions, mes amis et moi, tracé notre programme. Gigon, Breteau, Ernous, Houdoin, Georges Bouttié savaient que Caillaux voulait retarder le plus possible mon entrée dans la vie politique. Comme autrefois Cavaignac il redoutait un concurrent départemental. Notre plan était dressé en vue des élections de 1906 : je me présentais au Mans contre Fouché. Nous laissions Caillaux se débrouiller avec Louis d'Aillières. Breteau se présentait contre Cavaignac. Nous opposerions, à La Flèche, Hippolyte Laroche à d'Aubigny. Lebert recommencerait la lutte contre Gaston Galpin dans la deuxième du Mans.

D'Estournelles était alors passé au Sénat. Il avait battu Paul Ligneul, en organisant des visites à domicile et en profitant des fautes de la franc-maçonnerie. D'Estournelles n'était pas très intelligent, mais il était rusé et savait pétrir la pâte électorale.

Patatras ! Un événement inattendu vint changer nos combinaisons. Cavaignac mourait le 13 ou le 14 septembre 1905. Almire Breteau accourt chez moi, plein de joie. Il se voit candidat et en présence d'un succès facile. Il avait compté sans Édouard Gigon.

J'ai déjà parlé de Gigon. Qu'on excuse mes redites. Il a joué un rôle trop grand dans ma vie pour que je ne le peigne pas de pied en cap. Emoulu de l'enseignement congréganiste, Gigon, bien que devenu libre penseur, en avait conservé une teinte. Intelligent, bon médecin, bien campé, beau garçon à tête de Christ, ayant assez calculé sa vie pour avoir épousé une femme laide, sottre et riche, qu'il trompait à journée entière (Il possédait à Saint-Gervais de Vic un petit pavillon qu'on appelait le Parc-aux-maris), Gigon était en réalité dévoré d'ambition.

Mais, comme il était orgueilleux, il avait l'air timide en public, le ciel lui ayant refusé le don de la parole. Il maniait la répartie spirituelle mais il était incapable d'accoucher d'un laïus. C'est moi qui, la plupart du temps, lui préparais ses allocutions comme je le faisais pour

le docteur Breteau. Que voulez-vous ? Chacun son métier. J'eusse été incapable de sonder une vessie !

Les médecins sont presque toujours de mauvais politiciens, ils vivent aisément dans la démagogie, parce qu'ils ne comprennent rien aux doctrines économiques. Seulement, quand ils sont généreux, ils sont des candidats redoutables et c'était le cas de Gigon.

Breteau était le repoussoir de Gigon. Spirituel, certes, mais d'un esprit de salle de garde, laid comme un pou et mauvais comme un âne rouge.

Il n'avait pour plaire à la masse que son sectarisme anticlérical. Les paysans ont toujours aimé ça chez les bourgeois. Mais il demeurait aussi antipathique que possible. Ce n'est pas qu'il fut impitoyable sur la question honoraire, mais il était naturellement doué d'une rapacité paysanne. Il a fini par faire fortune.

Or, excusez encore cette redite, après l'échec de Gigon en 1902, un contrat ferme avait été passé entre lui et Breteau. Gigon renonçait provisoirement à la députation et il s'engageait à soutenir la candidature de son confrère.

Le décès inattendu de Cavaignac changea les intentions du conseiller général de Saint-Calais qui regretta l'engagement pris. Il ne pouvait pas décemment dire à Breteau : « *Ote-toi de là que je m'y mette.* ». Il manœuvra habilement. Il fit des visites aux conseillers généraux, aux maires. Il fréquenta de nouveau les réunions politiques ou agricoles. Bref, il laissa percer son désir de candidature et il trouva des partisans surtout à Saint-Calais.

Bien entendu, Breteau fut vite mis au courant de cette trahison. Il fit jouer l'*invidia medicorum*. En effet, le docteur Cacaud de Vibraye et le docteur Ernous de La Chartre se trouvaient autant qualifiés que Gigon et Breteau pour devenir députés.

Le docteur Cacaud était un Vendéen issu d'une vieille famille républicaine amie de Clemenceau. Le père Cacaud, habile vétérinaire, avait joué un rôle politique dans ce département. Il eut pour neveu Henri Cacaud qui joue encore à l'heure actuelle (1928) un rôle actif à Paris, après avoir été directeur municipal de l'Hôtel de ville de Paris et administrateur en Alsace-Lorraine. (C'est lui qui est à la tête de l'Association de redressement français).

Maurice Cacaud son cousin avait épousé tout jeune encore sa cousine Beaudouin, jeune femme instruite et intelligente. Assez démuné d'argent, il n'avait pu s'installer dans une grande ville et il acheta une clientèle rurale à Vibraye, petite ville industrielle mais de population pauvre. Il est vrai qu'à cette époque (1898) un médecin vivait parfaitement en touchant 8 à 10.000 francs d'honoraires. Il pouvait encore avec cela avoir cheval et voiture !

Au Mans, un ancien commerçant (boulangier, épiciers, d'ailleurs) se retirait dans la banlieue avec 2000 francs de rente. À 3000, il avait son poney et son tonneau. Et ces gens-là se plaignaient de la cherté de la vie !

Maurice Cacaud était d'une intelligence ordinaire, mais il aimait à parler. Il avait la marotte de la politique. Son aspect était franc et ouvert, mais il avait ses ruses et ses malices. Il

débuta par un faux pas. Il voulut aller trop vite et il devint l'ennemi et le concurrent du conseiller général Auguste Raussilliat, ami personnel de Cavaignac, et maire de Vibraye.

Raussilliat était un auvergnat plein d'astuce qui avait quitté le plateau central pour fabriquer au Mans des sacs en toile. Il gagna ainsi une modeste aisance. Cet industriel se piquait d'agriculture il avait acheté une belle ferme aux environs de Vibraye.

Cacaud navigua d'abord de conserve avec lui, puis il voulut lui faire « le coup du père François » ce qui est assez l'habitude de la part des jeunes politiciens. Il se présenta contre Raussilliat et fut battu.

En 1905, Cacaud avait fini par devenir conseiller général et il avait une envie démesurée d'aller faire applaudir à la chambre son talent d'orateur qui était appréciable. Il travaillait beaucoup ces discours, il les apprenait par cœur et il se faisait aisément applaudir.

Malheureusement, s'il était médecin dévoué à ses malades, il avait la réputation d'un jouisseur, d'un joueur et d'un ivrogne. Il lui arrivait de passer des nuits entières à boire et à chanter avec tous les voyous du canton. Il avait ainsi conquis quelque popularité dans la masse, mais sa notoriété ne dépassait guère les limites du canton de Vibraye. Le docteur Breteau méprisait et détestait Cacaud. Cacaud détestait et méprisait Breteau. Breteau et Gigon s'entendaient assez bien et ils s'arrangeaient de manière à faire passer leur confrère de Vibraye comme un médecin incapable et même ridicule.

J'ajoute tout de suite qu'Ernous détestait ses trois confrères au moins autant qu'il était honni lui-même par Houdoin. Bref, tous ces médocastres se combattaient et étaient jaloux les uns des autres. Si l'un d'eux était devenu député, les autres en auraient fait une maladie incurable !

Vous comprenez en conséquence que la candidature Breteau était envisagée par les médecins politiques avec peu d'enthousiasme. Ils se seraient âprement résignés si Gigon n'avait voulu reprendre du poil de la bête.

Quand Breteau eut la certitude qu'il allait être dupé par Gigon, il vint pleurer dans mon gilet. Je le soutins loyalement auprès de nos amis. Mais une rapide enquête démontra à Breteau lui-même qu'il n'était sympathique ni à Vibraye ni à Château-du-Loir ni surtout au Grand-Lucé.

Mon vieil ami Charles Blateau, maire du Grand-Lucé, détestait Breteau et il fit une campagne habile en ma faveur.

« Tous ces médecins nous embêtent, disait-il, et d'ailleurs ils ne savent pas parler. Ajam est le plus ancien des conseillers de l'arrondissement depuis que Cavaignac a été battu. La mort de Cavaignac est un fait nouveau. Ajam nous sera plus utile qu'un autre ».

Tout cela vint aux oreilles de Breteau qui finit par me dire : « Si Gigon marche contre moi et si je lui vois des chances, tu seras mon candidat devant le Congrès ! ». J'étais fort embarrassé lorsqu'un secours inattendu m'arriva.

Drouin, Bouttié et les francs-maçons du Mans sentirent qu'on pouvait se débarrasser de moi en m'envoyant à Saint-Calais. Battu, je perdais mon prestige. Vainqueur, je laissais le terrain libre dans la ville du Mans. Néanmoins jusqu'au 15 octobre 1903, la situation demeura incertaine.

Delanney n'était plus préfet au Mans, il avait été remplacé par Landrodie, créature de Caillaux, et ce dernier ne voulait à aucun prix me voir entrer au parlement. Il ne devait s'incliner que devant le fait accompli. Caillaux eut de beaucoup préféré la candidature de Gigon qui ne le gênait pas. Quant à d'Estournelles de Constant, il était tout dévoué à Gigon et il fit tout ce qu'il put pour me faire battre ! Vous allez voir tout à l'heure sa comédie.

—

Le congrès avait été fixé au 15 octobre 1905 à Saint-Calais. En réalité, y venait à peu près qui voulait. Il suffisait d'être membre d'un comité républicain de l'arrondissement pour s'y déléguer soi-même. Aux premières propositions officielles qui me furent adressées, je répondis franchement : non ! Je ne voulais pas jouer un jeu dangereux. Certain d'être candidat au Mans en avril 1906, je ne voulais pas me laisser octroyer la réputation d'un sauteur.

Cependant la veille du congrès, j'acceptai un rendez-vous de Breteau à Bouloire. Ce dernier était outré contre le Dr. Gigon qu'il accusait de déloyauté. Il me dit : « *Mon parti est pris. Je serai candidat au premier tour, mais si je vois ensuite que je n'ai pas de chance, prépare toi à me remplacer* ». Je lui répondis que je ne tenais pas à risquer de me faire un ennemi mortel de Gigon, que j'accepterais la présidence du congrès et qu'on verrait bien ainsi que je déclinais toute candidature.

Vous pensez bien que, pendant ce temps, Gigon travaillait. Il n'avait guère en main que deux comités : celui de Saint-Calais dont il était le président et celui de Château du Loir, canton dont le conseiller général, Bourgoïn, meunier aisé, a toujours été son ami intime. Cependant, il devait se méfier de Château-du-Loir. Il y a toujours eu entre les deux villes de Saint-Calais et de Château-du-Loir une rivalité locale, cette dernière étant beaucoup plus riche et plus peuplée que le chef-lieu de l'arrondissement.

Au Grand-Lucé, mes amis étaient décidés à me porter contre vents et marées.

A La Chartre-sur-le-Loir, le docteur Ernous n'aimait pas beaucoup son confrère Gigon. Et la situation était pareille à Vibraye où le docteur Cacaud – véritable mouche du coche – était prêt à travailler pour le candidat ayant les chances les plus sérieuses. Or, à ce moment, j'étais très populaire à Vibraye.

Le matin du congrès (c'était un jeudi jour de marché à St-Calais) *Le Petit Manceau* publiait un article de René Groult dans lequel ma candidature était nettement posée. Cet article eut le don d'irriter Gigon, de l'énervé et de lui enlever une partie de ses moyens.

La réunion se fit à la salle des fêtes de la mairie. Les délégués (autant que je puis m'en rappeler) étaient au nombre d'environ 150.

Je fus nommé président par acclamation. J'ouvre la séance sans faire de discours. La candidature de Breteau fut seule posée. Or, le dépouillement donna à peu près les chiffres suivants :

Gigon 60 voix

Ajam 50 voix

Breteau 32 voix

Or, Gigon s'attendait à une désignation spontanée dès le premier tour. Il se retire furieux dans une salle à côté. J'allais l'y rejoindre ; il me fit grise mine. Il était trop intelligent pour ne pas comprendre qu'une intrigue avait été ourdie contre sa propre intrigue.

Breteau crie : « *Je retire ma candidature* ». Je dis franchement à Gigon : « *Voyons ! Maintenez la vôtre. Je ne veux pas être candidat contre vous !* ». Cacaud insiste. Avec une mauvaise humeur visible Gigon répond : « *Non ! Je ne veux pas être candidat dans ces conditions !* ».

Il commettait ainsi une faute stupide. S'il avait dit : « *J'accepte* », je n'avais plus aucune chance d'être désigné. Comme on le dit des enfants, il avait boudé contre son ventre.

Mes amis du Grand-Lucé me pressent et je réponds : « *Je suis à la disposition du congrès* ». J'ai su depuis qu'au premier tour j'avais obtenu la quasi-unanimité des voix au Grand-Lucé et à Vibraye.

Je fus choisi au second tour à une majorité écrasante. J'avais du reste passé la présidence à un tiers.

Comme Gigon n'avait pas que des amis, ma candidature fut acclamée. Mais, Gigon ne devait jamais me pardonner. Il m'a depuis suivi comme l'anglais suivait le dompteur de lion, attendant que je fusse dévoré. La fatalité a voulu qu'il meure avant de contempler ce beau spectacle.

Aussitôt après l'élection, j'allai faire visite à Gigon. Il m'accabla des reproches les plus sanglants et m'accusa d'avoir fait une combinaison avec Breteau. Je lui fis une déclaration émue, mais il me laissa partir sans me serrer la main.

Il refusa de présider la réunion que je fis au théâtre huit jours plus tard et il combattit sournoisement ma candidature.

—

Caillaux, très mécontent, défendit au préfet de me soutenir. Il ne m'écrivit pas un mot et se retira sous sa tente, souhaitant mon échec.

Quant à d'Estournelles qui ne me pardonnait pas l'échec de son fidèle Gigon, il me jura un tour de sa façon.

Jusqu'au 25 octobre (L'élection étant fixée au 29) les conservateurs (anciens amis de Cavaignac) n'étaient pas décidés à m'opposer de concurrent. Personne ne voulait marcher. Alors, à la réunion de Château-du-Loir que d'Estournelles voulut présider contre mon désir, il fit preuve d'une maladresse voulue, il provoqua tout le monde. Il s'avança sur le bord de l'estrade en criant : « *Allons ! Messieurs les nationalistes, vous ne trouverez pas un candidat à nous opposer. Vous êtes des impuissants. Ajam fera cavalier seul !* ». Et il continua sur ce ton là pendant un quart d'heure.

Le soir même, les amis de feu Cavaignac se cotisaient et m'opposaient un candidat très dangereux parce que brave homme et très connu, Buineau, marchand de vin et maire à Vouvray-sur-Loir.

Je fis une campagne courte mais pénible. Heureusement, Gigon ne parvint pas à m'aliéner Saint-Calais. Mais, dans le canton de Château-du-Loir, j'eus 2000 voix de minorité !

Je fus élu à 800 voix seulement. J'étais devenu parlementaire.

Circonstance très rare : je devenais député dans la même législature que celui par lequel j'avais été battu en 1902, Fouché.

—

Un calvaire de sept mois

—

Souvenirs de jeunesse, de deuxième jeunesse, vous envahissez mon cerveau en vagues tumultueuses ! J'avais connu les tristesses de la défaite en 1902, ma première défaite ! Jusque-là, le suffrage universel avait été bienveillant pour moi. J'avais connu des luttes difficiles pour la conquête du pouvoir municipal, mais je n'y jouais pas ma carrière.

A Saint-Calais, j'avais joué ma vie tout entière. Au conseil général, j'étais toujours élu sans concurrent.

Ma joie ne fut pas sans mélange au soir du 29 octobre 1905. C'est que ma victoire avait été péniblement achetée.

Breteau se considérait comme une victime et il allait me faire payer chèrement son concours. Il était né hargneux et rancunier. Il s'était vengé de Gigon, mais je n'avais été dans sa main qu'un instrument. Sous des apparences amicales, cet être vil m'a toujours détesté. Je me suis assez mis à nu pour parler de moi avec une certaine franchise. Aux yeux de beaucoup de mes camarades, j'étais un être privilégié. Ils ne connaissaient pas les ennuis de ma vie. Ils me voyaient fort, de belle santé, bien bâti, bel homme, avec de bons parents aisés et de beaux enfants.

J'avais réussi au barreau. Mon cabinet était un des premiers de l'ouest. Je marchais de pair avec Chiron, de Caen, avec Guist'han, de Nantes et même avec Morin, d'Angers. Gain seul nous dépassait et encore c'était aux yeux des seuls connaisseurs.

Breteau souffrait de tout cela. Il ne pouvait accepter le succès d'un camarade quelconque sans souffrir d'une colique hépatique. Il distillait la bile comme la vipère le venin. Dès le lendemain de mon succès, je dus lui prêter de l'argent. Cacaud lui-même exigea son petit pourboire.

C'était très dur pour moi, car ma situation pécuniaire était difficile. Je m'étais lancé dans de malheureuses spéculations de bourse. Bref, je tirais toujours le diable par la queue. J'eus très peu de concours pour payer mes frais d'élection qui atteignaient une douzaine de mille francs. Mon oncle Urbain et la cousine Binois me donnèrent chacun cinq cents francs. Et ils étaient pauvres, les braves gens ! La cousine Binois avait une telle confiance en moi qu'elle m'avait remis toutes ses petites valeurs. C'est avec émotion que je note ces petits souvenirs. Les braves cœurs vous consolent des saletés de la vie.

Les frais d'élection se gonflaient surtout à raison des libations obligatoires. Dans chaque commune, il fallait payer du vin blanc aux électeurs. Heureux temps où la bouteille de vin bouché coûtait vingt sous !

Paul Ligneul m'a dit que, lorsqu'il s'était présenté contre Galpin, dans la 2^e circonscription du Mans, il avait payé 10.000 bouteilles de vin à 1 franc. Aujourd'hui, il faudrait tripler.

Hippolyte Laroche chercha vainement à lutter contre ce procédé gastronomique. Il finit par offrir du café sans alcool. Je constate que cela ne lui a pas nui, mais il avait une réputation d'excentrique.

Quand j'eus digéré le plaisir de ma victoire, je ne m'emballai pas et je songeai au lendemain.

Ma femme qui a toujours été très raisonnable se comporta admirablement.

Notre fils était en Allemagne. Ma fillette n'avait que onze ans. Il fut décidé que je conserverais mon cabinet du Mans tant que ma situation ne serait pas fortement assise. Le traitement alors était de 9000 francs et il apparaissait déjà comme misérable.

Il eut été fou de transporter à Paris mon cabinet d'avocat. Une installation aurait exigé un capital considérable et je pouvais succomber en avril 1906.

Le docteur Gigon laissait percer des velléités de lutte. Breteau me soutenait mollement. Caillaux demeurait un sphinx.

Quand j'arrivai au Palais-Bourbon, il ne me présenta à aucun de ses amis. Ce fut le député conservateur d'Aubigny qui se montra le plus gentil avec moi. Il poussa l'amabilité jusqu'à me prévenir que les droitiers préparaient contre moi une campagne terrible basée sur

la publication de la lettre que j'avais envoyée, en 1899, à *La Patrie Française*, lettre dans laquelle je donnais d'assez mauvais renseignements sur Caillaux.

C'est Paul Doumer qui me fit le meilleur accueil. Il est vrai qu'il était alors président de la Chambre, élu par la droite et candidat contre Fallières à la présidence de la République.

Le ministre de l'intérieur, Etienne, lors de ma première visite me dit qu'il connaissait ma situation précaire et me remit 1500 francs pour m'aider à payer mes frais.

De bons conseils me furent donnés par Thomson, par Léon Janet, député du Doubs, celui-là qu'on appelait « Compte-gouttes » parce qu'il parlait avec une lenteur incroyable.

Ce Janet demeurait 87 boulevard Saint-Michel. Il était fort riche. Sa femme et sa fille étaient charmantes. Candidat perpétuel au ministère des Travaux publics, parce qu'il était ancien polytechnicien et ingénieur des ponts et chaussées, il soignait sa popularité en tenant table ouverte.

Il guettait les jeunes députés auxquels il soupçonnait un avenir et il leur offrait d'excellents déjeuners. Je fus compris dans une de ses meilleures séries. Joseph Reinach et d'autres parlementaires pratiquaient le même sport.

J'avais besoin d'être dégourdi, car j'étais très de ma province. J'ai dit des bourdes mais, je crois, pas trop. Je me suis vite aperçu que j'étais sympathique. On aimait mon accent bas-normand. Et puis, je me faisais tout petit. Des amis prétendent que je me suis toujours sous-estimé. Au fond, il y avait sous ma timidité (et le cas n'est pas rare) beaucoup d'orgueil.

Caillaux faisait tout ce qu'il pouvait pour me diminuer. C'est lui qui avait répandu l'histoire de ma fameuse lettre.

Gérault-Richard qui était déjà député de la Guadeloupe et qui m'aimait bien eut besoin plusieurs fois de prendre ma défense.

Pour en finir avec Janet, je rappellerai qu'il avait une mémoire effarante des chiffres. Quand on s'arrêtait dans une petite station de chemin de fer il donnait immédiatement le nombre d'habitants, la distance de Paris et la cote d'élévation au-dessus du niveau des mers.

C'est justement le chemin de fer qui lui joua un mauvais tour. Quelques années plus tard, le train dans lequel il était monté fut coupé, à Chartres, par un train-poste. Janet se retrouva assis sur la banquette de son compartiment avec le vide devant lui. Il survécut quelques mois à des lésions internes et mourut au moment même où il allait devenir ministre.

Un autre collègue se montra très bienveillant, c'était mon voisin de circonscription, Henri David, député de Vendôme. Riche, spirituel, buveur et fainéant, David avait débuté dans les cabarets de Montmartre où il livrait des chansons sous le pseudonyme d'Henri Darsay :

L'une de ces chansons :

Pour avoir la fille

Jeune et gentille,

C'est à la maman

Qu'il faut faire le boniment.

Connut le grand succès.

C'était le moment où un futur ministre du commerce, Maurice Couyba, composait les fameuses Stances à Maman : « *Maman' voici le soleil...* » sous le pseudonyme de Boukay.

Marsolleau a récemment révélé que si Couyba avait du talent, David n'en avait pas beaucoup. Il faisait travailler un bohème dont le nom m'échappe et auquel, en bon négrier, il payait ses productions.

David ! Pardonne-moi ces révélations. Je n'aurai pas été le premier à les livrer à cette publicité... posthume.

J'ai du reste aussi été un peu le nègre de David. Je lui ai proposé de signer avec moi un ingénieux projet sur la réglementation des bouilleurs de cru, question passionnante des deux côtés du Loir. Cela nous donna une certaine popularité locale. Mais comme Rouvier rétablit le privilège des bouilleurs pour ne pas entamer sa majorité rurale, notre réélection fut facilitée.

Je n'ai pas connu de casse-tête chinois plus horripilant que ce problème des bouilleurs non encore résolu. Je l'exposerai peut être plus tard.

—

(La suite au 5^{ème} cahier)